

CIRCULAIRE DU 13 MAI 1980

relative aux commissions départementales pour le commerce non sédentaire

(Non parue au *Journal officiel*)

*Le ministre du commerce et de l'artisanat à Messieurs les
préfets.*

Ainsi que l'a souligné une circulaire du Premier ministre en date du 31 mai 1978 (1), l'efficacité de la politique économique suivie par le Gouvernement repose très largement sur le développement et le renforcement de la concurrence. C'est la raison pour laquelle j'attache une importance particulière à l'encouragement des marchés forains qui jouent un rôle primordial dans le fonctionnement des circuits de distribution car ils constituent un élément modérateur dans l'évolution des prix et sont un facteur d'animation locale.

Dans cet esprit, j'ai créé, en février 1979, une commission interministérielle dont l'objet est de débattre de l'ensemble des problèmes qui se posent aux commerçants non sédentaires dans l'exercice de leur activité. Cette commission réunit les organisations professionnelles nationales du commerce non sédentaire (Fédération nationale des syndicats de commerçants non sédentaires, Union nationale des syndicats départementaux CIDUNATI des commerçants des foires et marchés, union fédérale des marchés), des représentants de l'Association des maires de France, ainsi que les fonctionnaires désignés par les administrations centrales des ministères intéressés (justice, santé et sécurité sociale, intérieur, défense, travail et participation, économie, budget, environnement et cadre de vie, éducation, agriculture, commerce et artisanat).

Cette commission interministérielle a souhaité, lors de sa dernière séance plénière du 5 février 1980, que soit créée dans chaque département une structure de dialogue permettant aux commerçants non sédentaires d'exposer les difficultés qu'ils peuvent rencontrer dans l'exercice de leur activité. Dans un premier temps cette « commission départementale pour le commerce non sédentaire » ne sera créée que dans 15 départements, la commission interministérielle se réservant le droit de tirer les leçons de cette expérience au terme d'une année de fonctionnement.

En ce qui concerne ses attributions, il va de soi que cette « commission départementale » ne peut et ne doit être qu'une structure de dialogue et de concertation. En aucun cas, elle ne pourra prendre des décisions ou des initiatives empiétant sur les attributions des administrations centrales et départementales ainsi que des collectivités locales. En matière fiscale, les questions qui pourraient être éventuellement soulevées par les commerçants non sédentaires ne pourraient être évoquées que lors des réunions de la commission interministérielle, les services de la direction générale des impôts et les commissions départementales des impôts

(1) Voir annexe.

directs et des taxes sur le chiffre d'affaires restant de leur côté seuls compétents pour l'examen des réclamations et des litiges des contribuables vis-à-vis de l'administration, dans le respect du secret professionnel.

Il va sans dire que plusieurs problèmes que rencontrent les commerçants non sédentaires dans l'exercice quotidien de leur activité dans certains départements devraient pouvoir être résolus grâce aux travaux de cette commission départementale qui leur permettra d'exposer leurs difficultés. Ainsi, pourra-t-elle évoquer les problèmes que pose l'interprétation des textes régissant le contrôle de la situation juridique des commerçants non sédentaires, la conformité des produits vendus par rapport aux normes prescrites par la réglementation et la législation, la gestion déconcentrée des crédits du fonds d'aménagement urbain pour l'implantation ou la création de marchés forains et divers points concernant la concurrence, les contrats d'apprentissage, l'évolution du montant des droits de place, etc.

Par ailleurs, et sans que cela ne remette en cause la consultation obligatoire des représentants des commerçants non sédentaires en matière de définition des régimes des marchés, qui est prévue par l'article 35 de la loi d'orientation du commerce et de l'artisanat, la commission départementale pourrait être le siège d'une concertation en cas de difficultés.

Ces commissions départementales devront réunir les délégués des organisations départementales du commerce non sédentaire, des membres désignés par les organisations consulaires et des représentants départementaux des maires, des associations de consommateurs et des administrations départementales concernées ; défense (gendarmerie), travail et participation, économie (concurrence et consommation), environnement et cadre de vie, agriculture. La commission départementale pourra s'adjoindre, si elle le juge utile, toute personne qualifiée ou tout représentant d'une autre administration ou d'un autre organisme.

En ce qui concerne les modalités pratiques de mise en œuvre de ces décisions, j'ai décidé dans un premier temps et à titre expérimental d'instituer une commission dans chacun des 15 départements suivants : Alpes-Maritimes, Cher, Haute-Garonne, Hérault, Isère, Loire, Meurthe-et-Moselle, Morbihan, Nord, Bas-Rhin, Var, Vaucluse, Essonne, Val-de-Marne, Val-d'Oise.

Il appartiendra aux préfets de ces départements de provoquer la première réunion de ces commissions (soit à leur initiative, soit à la demande des parties prenantes) avant la date limite du 30 juin. A titre indicatif, il est apparu à la commission interministérielle que le rythme de deux à trois réunions serait satisfaisant pendant la période d'expérimentation fixée du 30 juin 1980 au 1^{er} juin 1981.

Les services des préfectures concernées établiront un compte-rendu de chacune de ces réunions et l'adresseront dans un délai qui ne devra pas excéder quinze jours à l'ensemble des participants et à moi-même, afin de faciliter le suivi des travaux de ces commissions, de leur assurer un fonctionnement continu et satisfaisant et de permettre l'établissement par mes services d'un premier bilan qui devra être communiqué à tous les préfets et à toutes les parties prenantes avant le 30 juin 1981. C'est sur la base des résultats que fera apparaître ce premier bilan que je déciderai s'il y a lieu de poursuivre ou de modifier cette procédure de concertation en matière de commerce non sédentaire.

En conséquence, je vous demande de bien vouloir prendre toutes les dispositions nécessaires pour créer et réunir ces commissions départementales et de m'informer, sous le sceau du présent timbre, des difficultés que vous pourriez rencontrer dans ce domaine.

MAURICE CHARRETIER